
La question de l'histoire dans le débat sur la violence en Algérie

Hassan REMAOUN*

“Si la violence est la cause des situations sociales et politiques, quelle est donc la cause de la violence ?”

(F. Engels, Anti-Dühring)

La forme particulièrement violente que prend la crise multidimensionnelle traversée ces dernières années par l'Algérie, renvoie constamment à la question de l'histoire : l'histoire comme facteur objectif d'abord, c'est à dire en tant que processus social réel ; comme facteur subjectif ensuite, c'est à dire telle qu'elle fonctionne dans les représentations de la mémoire et de la pratique historiographique. On pourrait en déduire bien entendu que la polysémie de la notion d'histoire ne pose pas fondamentalement problème ici, ces deux niveaux pouvant être intimement liés, le second ne faisant que s'articuler au premier, en constituant la conséquence logique, en quelque sorte le reflet fidèle. C'est là en fait, une question complexe qui est posée et ne saurait être fondamentalement tranchée dans un argumentaire aussi court. Il est possible cependant, de contribuer au débat ainsi ouvert en énonçant quelques remarques. La première d'entre elles est que le problème n'est pas de savoir si la violence en Algérie peut s'expliquer par l'histoire ou vice-versa, car tout phénomène social est susceptible d'une manière ou d'une autre, d'être mis en relation avec ces deux catégories. Il s'agirait plutôt de déterminer si une société peut être rebelle au changement, au point d'apparaître comme foncièrement déterminée par un passé vécu comme fatalité, et dont la conséquence pour le présent (y compris à l'orée du vingt et unième siècle), serait qu'il ne puisse exister que selon des mécanismes de reproduction apparentés à ceux de l'hérédité, sinon du clonage biologique. Le regard que l'on porte sur le passé et l'histoire comme processus social est en réalité lui-même déterminé par les sélections et découpages qu'y amène l'histoire comme pratique subjective (mémoire et ce qui fait office d'historiographie).

* Sociologue historien, Université d'Oran / Chercheur associé au CRASC.

Cette dernière fonctionnerait ainsi comme “*un miroir magique*” (Siegfried Giedion, “La mécanisation au pouvoir”), que les générations d’humains qui se suivent peuvent manipuler au gré de leurs angoisses et désirs.

A propos du premier niveau : Une violence léguée par l’histoire ?

Des sociologues et politologues ont effectivement souvent suggéré, même sous forme de questionnements et en émettant quelques réserves, que l’histoire de l’Algérie est particulièrement marquée par la violence. Youssef Nacib peut ainsi noter “*La violence a habité l’histoire de l’Algérie*”¹, tandis que Ahmed Rouadja s’interroge aussi en introduction à un de ses articles : “*La violence et son cortège d’élimination physique de l’adversaire, d’amnésie sans amnésie, seraient-ils des facteurs constitutifs de l’histoire et de la culture algérienne ? En d’autres termes les Algériens ont-ils plus de propension à la violence qu’aux débats raisonnables pour trancher leurs différends ?*”².

William B. Quandt fait remarquer pour sa part : “*Beaucoup d’observateurs du Moyen-Orient, par exemple sont prompts à expliquer les luttes sanglantes en Algérie par le tempérament de son peuple qui dit-on est façonné par une histoire et une culture particulière*”³, et Luis Martinez peut écrire dans le même sens : “*Ainsi pour certains observateurs, la guerre actuelle ne peut s’expliquer que par la spécificité de l’histoire contemporaine de ce jeune Etat. Contrairement à ses voisins maghrébins, à l’exception de la Libye, l’Algérie serait marquée en profondeur par la violence de son histoire*”⁴.

Il est clair que le contexte de violence actuelle que selon le dossier à défendre on mettra sur le compte du pouvoir politique ou du terrorisme islamiste, sinon les

¹ - NACIB, Youssef.- Anthropologie de la violence.- In *Confluences Méditerranée*.- Paris, Ed. l’Harmattan n° 11, Été 1994.

² - ROUADJIA, Ahmed.- La violence et l’histoire du mouvement national algérien.- In *Peuples Méditerranéens*.- Paris, n°70-71, Janvier-Juin 1995.

³ - QUANDT, William B.- Société et Pouvoir en Algérie. La décennie des ruptures.- Alger, Casbah éditions, 1999.- voir p.16.

L’auteur commente cependant : “*De telles explications ne peuvent pas être catégoriquement réfutées, mais doivent être traitées avec la plus grande réserve*”.

⁴ - On pourra se référer à un certain nombre de travaux de Luis Martinez. Notamment :

- “Les groupes islamistes en Algérie entre Guérilla et négoce. Vers une consolidation du régime algérien ?”.- In *Les Etudes du CERL*, n°3.- Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Août 1995.

- “La Guerre civile en Algérie : Une rente Politico-financière”.-In *Bulletin du Codesria*.- Dakar, n°3/4, 1998.

- “La Guerre civile en Algérie”.- Paris, Ed. Karthala, 1998.

Les citations que nous signalons dans cet article sont généralement extraites de l’article publié dans le *Bulletin du Codesria*.

On peut bien entendu trouver de nombreux autres auteurs qui partagent des points de vue similaires. Bruno Etienne par exemple qui écrit que la violence “*fait partie intégrante de la culture politique de l’Algérie et ce, depuis fort longtemps*”.- Cf. “Adieu Cancun”.- In *Peuples méditerranéens*.- Paris, n°70-71, Janvier-juin 1995.

deux à la fois, ne peut pas ne pas être comparé à celui de la Guerre de libération nationale, d'autant plus que certains conçoivent la crise actuelle comme constituant une *“seconde guerre d'Algérie”*⁵. On pourrait bien entendu et beaucoup l'on fait, faire la jointure entre *“les deux guerres”*, en montrant comme les trois premières décennies d'indépendance, constitueraient elles-mêmes une période de régime militaire et de violence institutionnelle marquée par la répression parfois sanglante de toute opposition et même l'assassinat politique : Khemisti Khider, Krim, Mecili et jusqu'à Boudiaf et il est possible de remonter jusqu'en pleine Guerre de libération avec l'élimination des Abbane, Chihani et autres... Le tout est cependant de savoir si beaucoup d'autres Etats du tiers-monde (et même d'ailleurs) ont moins usé que le nôtre de la violence institutionnelle. Chez nos voisins maghrébins d'abord (en dehors de la Libye !), mais aussi ceux d'Afrique ou du Moyen-Orient (y compris chez ceux qui considéreraient que nous avons *“un tempérament spécial”*). En tout état de cause, et bien avant l'invasion du Koweït par l'Irak, puis la destruction de ce dernier pays par une coalition menée par les Etats-Unis, c'est un irakien Samir Al Khalil qui faisait remarquer : *“La mémoire historique de la violence coloniale est bien plus fraîche et plus réelle en Algérie, que dans un pays qui a été indépendant depuis 1932. Pourtant à aucun moment le despotisme de l'Algérie n'approche celui de l'Irak où une violence “idéologique” comme moyen de gouvernement a suivi l'indépendance”*⁶. L'Irak a bon dos par les temps qui courent, aussi n'irons nous pas rafraîchir les mémoires en d'autres lieux ... Quelle nation d'apparence aussi policée soit-elle, n'a pas vu son histoire passée ou même contemporaine marquée par la violence, (et il n'y a pas de fin de l'histoire) exercée chez elle ou à l'encontre d'autres nations ... Certes de la première à la seconde *“guerre”* d'Algérie, on peut penser qu'il y a continuité, en France par exemple (mais pas seulement) où nous dit Stora certains *“préfèrent se présenter amnésiques à propos de l'Algérie”*. Plus encore, *“il y a comme une jubilation secrète à voir la guerre se répéter”*⁷. D'ailleurs la filiation est vite trouvée : de l'O.S au F.L.N-A.L.N puis à l'A.N.P et au régime militaire... Comme si c'était là une particularité de l'Algérie indépendante⁸, et comme si le despotisme ailleurs n'avait pas pu emprunter d'autres trajectoires... Comme si les armées étaient statiques, imperturbables à travers l'histoire : on sait par exemple comment ont évolué les armées chilienne et portugaise, la première longtemps représentée comme républicaine et légaliste (devenue putschiste et fascisante) la seconde ayant un passé colonial et répressif (jusqu'à l'éclatement de la Révolution des œillets).

Bien entendu il ne s'agit pas de nier que la Guerre de libération nationale en Algérie a été particulièrement violente. A condition de noter cependant avec

⁵ - Cf. STORA, Benjamin.- *“Deuxième guerre d'Algérie ?”*.- In *Les temps modernes*.- Paris, n°580, Janvier-février 1995.

⁶ - AL KHALIL, Samir.- *Irak, la machine infernale*.- Paris, Ed. Lattès, 1991.

⁷ - STORA, Benjamin.- Art. cité.

⁸ - Cf. MALEK, Anouar (sous la dir. de).- *l'Armée dans la nation*.- Alger, SNED, 1975.

Stora que “*La première des violences en Algérie contemporaine trouve son origine dans la pénétration coloniale... La colonisation est donc la première violence. A partir de là apparaît un autre type de violence : celle du colonisé qui retourne sa violence contre le colonisateur*”⁹.

La Guerre de libération a donc été aussi violente que l’a été la colonisation elle-même, d’autant plus que cette dernière a ensuite fermé toute issue d’évolution pacifique (ou relativement pacifique), alors que le Mouvement national ne cessait de prôner des solutions pour aboutir “en douceur” à l’indépendance nationale, ce que la puissance coloniale prisonnière de ses “ultras” a toujours refusé. Donc s’il y a filiation entre la violence de la colonisation, et violence de la décolonisation, ni la première n’était fatale (elle aurait pu par exemple prendre des formes similaires à celles connues au Maroc et en Tunisie), et la seconde aurait pu être au moins amortie avec une autre politique menée par le colonisateur. Il ne s’agit aucunement pour nous de redéployer l’histoire avec des “si”, mais de faire remarquer que la violence extrême en Algérie, pas plus qu’ailleurs n’est inévitable, et que ce n’est pas parce qu’on l’a connue à un moment de son histoire qu’on est appelé à la connaître tout le temps.

Entre les termes du triptyque *Violence de la colonisation - Violence de la Guerre de libération nationale - Violence au sein de l’Etat national*, il peut certes y avoir des éléments de continuité, mais en aucun cas une filiation marquée par la fatalité. Dans chaque cas il s’agit d’analyser la conjoncture qui a prévalu, et non se laisser prendre par le raisonnement téléologique qui pousserait à penser que tout est dans “l’origine première” et que l’histoire n’est qu’un “éternel recommencement”. Ceci, d’autant plus que la tentation peut être grande de pousser plus loin encore dans le passé la linéarité du temps, en allant chercher une originalité algérienne particulièrement marquée par la violence et qui remonterait bien avant 1830, à l’époque Ottomane (1518-1830), ou plus loin encore dans “l’anarchisme” arabe hilalien (au XII^{ème} siècle) ou dès les débuts de l’islamisation (au VIII^{ème} siècle), voire même dans la berbéricité ancestrale...

L’histoire coloniale, on le sait, avait aisément franchi le pas soutenu en cela par les psychologues de “l’école d’Alger” qui à l’époque n’hésitaient pas à disserter sur “l’impulsivité criminelle” du Nord-africain¹⁰.

⁹ - STORA, Benjamin.- Art. cité.

¹⁰ - Frantz FANON peut ainsi noter : “L’Algérien vous dira-t-on, a besoin de sentir le chaud du sang, de baigner dans le sang de la victime”. Cf. *Les damnés de la terre*.- Paris, Ed. Maspéro, réédition 1972.- p. 218.

On retrouvera encore cette référence au “caractère impulsif” de l’Algérien dans un ouvrage de *Formation civique et moral du contingent*, édité en 1959 par le 5^{ème} Bureau du Ministère français de la défense. Cf. LUCAS, Philippe et VATIN, Jean-Claude.- *L’Algérie des anthropologues*.- Paris, Ed. Maspéro, 1979.- voir p. 250 à 252.

Violence, segmentarité et Beylik

Il ne s'agit pas bien entendu de tout rejeter sur les présupposés de l'historiographie coloniale dominante, et de nier que des structures sociales puissent fonctionner sur la longue durée et avoir à travers le temps des effets relativement répétitifs. Les théories de la segmentarité elles-mêmes ébauchées dès l'époque coloniale et redéployée à propos du Maghreb indépendant, tentent justement de proposer un cadre explicatif à des phénomènes apparemment marqués par la chronicité sociale et la redondance dans le temps, et on en a notamment fait usage à propos du phénomène de la violence. Ahmed Rouadjia par exemple considère que : *Le passage de la violence de l'état latent à l'état manifeste est imputable pour une grande part à la culture patriarcale qui imprègne l'imaginaire social et qui fait la part belle à l'autorité du chef... Dans cette perspective, le droit aussi bien au sens du fiqh islamique, qu'au sens positif du droit romain, n'a ni grâce ni validité au regard de la culture patriarcale, à qui l'opposition segmentaire sert de fondement et de justification*¹¹. Mahfoud Bennoune notait pour sa part (dans un livre, il est vrai publié en 1989 et en traitant de la segmentarité comme "résidu de la survivance superstructurelle") : *"Malgré le rôle décisif qu'il a joué durant la lutte pour l'indépendance, l'influence de ce mouvement (il s'agit du mouvement nationaliste populiste), sur l'orientation de la politique de la nation diminue progressivement. Cela est dû à une série de discontinuités politiques provoquées par des conflits personnels et des luttes intestines de clans, exacerbées par la persistance des structures segmentaires traditionnelles dont les racines historiques remontent à la préhistoire. Elles continuent de déterminer les attitudes, les opinions, les conduites, les actions et réactions non seulement de la classe politiques, mais aussi de citoyens dont le conservatisme socioculturel est sans parallèle dans le monde méditerranéen"*¹².

On sait que la théorie de la segmentarité n'est pas dans les domaines arabe et maghrébin notamment convoquée qu'à propos de l'Algérie. Son usage semble avoir même particulièrement inspiré des recherches anglo-saxonnes menées à propos de la Libye et du Maroc¹³. Nous ne nous attarderons cependant pas sur les nombreuses critiques mettant en cause sa validité comme théorie explicative

¹¹ - ROUADJIA, A.- Art. cité.

¹² - BENOUNE, Mahfoud.- "Les Fondements socio-historiques de l'Etat algérien contemporain".- In Ali El-Kenz (sous la dir. de).- L'Algérie et la modernité.- Dakar, Ed. du Codesria, 1989.

Sans renoncer à l'approche segmentariste, M. Bennoune fait remarquer par ailleurs que : *"la destruction-restructuration de la société a engendré de nouvelles catégories, couches et classes sociales au sein de la société coloniale..."*.- Cf. son ouvrage : "Esquisse d'une anthropologie de l'Algérie politique" .- Alger, Ed. Marinoor, 1998.- voir p.194.

¹³ - On pourra notamment citer à propos de la Libye, les travaux de Evans-Pritchard, et du Maroc, ceux de D.M. Hart, E. Gellner et J. Watterbury. On sait ce que la théorie de la segmentarité doit par ailleurs, à Emile Durkheim qui publia en 1893 *De la division du travail social*, en s'appuyant notamment sur la somme de Hanoteau et Letourneux "La Kabylie et les coutumes kabyles".- 3 volumes publiés en 1872 et 1873.

globale du devenir maghrébin et encore plus à l'époque contemporaine.

René Gallissot fera ainsi remarquer : *“Ce que l'on appelle segmentarité n'est peut être par une spécificité maghrébine et méditerranéenne, mais l'extrême complication au Maghreb des relations politiques dans un déclin général de formes organiques antérieures (système tribal, concession par iqta, empire musulman) dans la clôture de sociétés marginalisées par l'avancée économique capitaliste et la pénétration coloniale... La critique n'est pas ici de dire que la segmentarité n'existe mais qu'elle n'est pas la mécanique et le moteur général ; elle est traversée de hiérarchies et de relations de puissance comme elle est tenue dans des champs de force plus vaste”*¹⁴.

En fait, le problème pour nous est que cette théorie semble impuissante à expliquer fondamentalement, la crise algérienne de ces dernières années. Elle ne peut répondre à la question : pourquoi spécialement l'Algérie, alors que c'est dans le Monde arabe l'un des pays où la déstructuration des rapports sociaux “traditionnels” (en supposant même qu'ils soient dominés par le type segmentaire), par le système colonial, a connu l'aspect le plus radical ? Aurions-nous un “ethos” spécialement imperturbable, et réfractaire au changement historique au point où notre présent reste essentiellement déterminé par des structures sociales dont l'émergence remonte à la préhistoire de l'humanité. Sans remonter aussi loin dans le temps, des chercheurs qui ne se réclament pourtant pas explicitement de la théorie de la segmentarité, ont cru pouvoir trouver des similitudes entre des manifestations de la crise actuelle et des pratiques considérées comme révélatrices du fonctionnement du système politique à l'époque précoloniale. Luis Martinez notamment qui s'est intéressé aux transformations de l'activité économique induite par l'insécurité due à la présence de groupes armés (notamment islamistes), montre *“ comment la guerre constitue une forme d'accumulation de richesses et de prestige. Loin d'être vécue comme une malédiction, elle est au contraire un moment historique opportun de répartition des ressources économiques et politiques”*, et même *“loin de servir à l'effondrement du régime, la guérilla islamiste ne cesse de le renforcer”*, les *“émirs”* servant même de *“courtiers de la centralisation de l'Etat”*¹⁵.

¹⁴ - Cf. René GALLISSOT.- Au Maghreb. Sociétés segmentaires et violence politique. Critique des interprétations par la segmentarité : rapport d'exploitation et reproduction sociale.

Cette contribution a été reprise par l'auteur dans son ouvrage : (*“Maghreb, Algérie, classes et Nation”*.- Paris, Editions Arcantère, 1987.- voir tome1, p. 68). On pourra se référer par ailleurs aux réserves émises aussi sur l'approche segmentaire par Jacques BERQUE. Gianni ALBERGONI en donne un aperçu d'ensemble dans *“Logiques d'assemblage, logiques segmentaires”*, paru dans *“Enquêtes dans la bibliographie de Jacques Berque. Parcours d'histoire sociale.-Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée”*.- Aix en Provence, Edisud, R.E.M.M.M., n° 83/84, 1997. Une recherche récente menée par Souad Abbas, dans les Aurès, l'amène à constater les limites de la théorie segmentaire dans l'effort pour rendre compte de la dynamique sociale qui caractérise de nos jours cette région. Cf, son article.- *Le modèle théorique de la segmentarité : vers une vision dynamique de l'organisation sociale*.- In *Insaniyat* n° 7, Janvier-Avril 1999.

¹⁵ - MARTINEZ, Luis.- Art. cité.

Pour revenir à notre problème, l'auteur pense que cette situation relèverait à la fois du banditisme politique et "*de l'accumulation historique d'un savoir-faire en matière, de gestion de la dissidence armée*". hérité de l'époque ottomane (le beylicat), et qui donneraient leur spécificité à "*la criminalisation de l'Etat algérien*".

L'explication de ce phénomène par un particularisme remontant à l'époque pré-coloniale et dont rendrait compte l'histoire du beylicat, et malgré les précautions méthodologiques que signale d'ailleurs Martinez, renverrait en fait au fameux thème d'une violence structurelle et structurante, léguée comme une tare par l'histoire, et fonctionnant comme "une forme de négociation" entre les militaires et les émirs qui profitent ainsi de la libéralisation économique, de même que jadis la taïfa des Raïs prospérant à l'ombre de l'Etat des janissaires. Nonobstant le fait que c'est là un type de négociation qui au Maghreb pourrait relever peut-être plus de celle décrite pour le Maroc précolonial, à propos des rapports ayant existé entre le Bled el Makhzen et le Bled Essiba¹⁶, on pourrait avancer qu'il n'y a là aucune originalité algérienne, tellement cette activité est un peu partout dans le monde liée à des pratiques de banditisme politique et de dissidences armées¹⁷. Le cas algérien actuel est sans doute plus proche de ce qui se passe en Colombie par exemple¹⁸ et dans d'autres pays d'Amérique latine, que de ce qui pouvait avoir cours au temps de la Régence ottomane.

En réalité, bien qu'on puisse concéder avec Omar Carlier et pour aller vite, que "*Depuis le XVI^{ème} siècle ottoman, le pays est toujours resté une société militaire*", ce dernier auteur précise bien cependant : "*Les généraux de l'Armée nationale populaire (A.N.P.) et les colonels de l'Armée de libération nationale (A.L.N.) ne sont pas les simples répliques des raïs, des aghas et des Janissaires*"¹⁹. Chercher des ressemblances non seulement entre l'Etat-Beylik et l'Etat national mais aussi avec l'administration coloniale, constitue en effet cependant une démarche possible, à condition de ne pas s'y restreindre et surtout de ne pas se laisser illusionner par des similitudes apparentes, mais constituant en fait des phénomènes de "non contemporanéité" (au sens de Marc Bloch). Ali El Kenz par exemple, parle effectivement de la persistance d'un Etat-Beylik, mais dans un sens métaphorique pour mettre en évidence l'existence durant ces trois périodes "*de la relation d'extériorité et même d'étanchéité qui liait en les*

¹⁶ - Cf. à ce propos Abdallah LAROUÏ.- Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912).- Casablanca, Centre culturel arabe, 1993. On se référera au chapitre 3 de l'ouvrage qui s'articule notamment sur une critique de l'approche segmentariste.

¹⁷ - Cf. notamment E. J. HOBSBAWM :

- Les primitifs de la révolte.- Paris, Ed. Fayard, 1966.

- Les Bandits.- Paris, Ed. Maspéro, 1972.

Se reporter aussi à l'article de Xavier RAUFER.- " Révolutionnaires, trafiquants et terroristes ".- In L'Histoire n°168, Juillet-Août 1993.

¹⁸ - Cf. PECAUD, Daniel.- Réflexions sur la violence en Colombie.- In Françoise Héritier (Séminaire de) : *De la Violence*.- Paris, Ed. Odile Jacob, 1996.

¹⁹ - CARLIER, Omar.- Entre Nation et Jihad. Histoire sociale des radicalismes algériens.- Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1995.- voir p.p.21-22.

séparant le domaine de l'Etat et de la sphère civile"²⁰. Contrairement aux cas antérieurs (Régence turque et colonisation), la figure du Beylik au sein de l'Etat national était cependant caractérisée par une sorte de "*Pacte social*" qui faisait que : "*d'oppressé il était devenu populaire et même populiste, tandis que la société civile était bien une démocratie, mais une démocratie sociale que coiffait un despotisme politique*"²¹. C'est cette caractéristique que d'autres auteurs ont essayé de cerner sous des vocables tels que : "*Etat démiurge*", "*Etat nourricier*" ou tout simplement "*populisme*"²².

La différence d'optique par rapport à l'approche de Martinez est qu'alors que ce dernier considère que "*Loin d'être une rupture dans l'histoire contemporaine de l'Algérie*", la crise actuelle "*participe pleinement à la réinvention du beylical*", d'autres auraient tendance à voir avec El Kenz que son origine est tout au contraire à rechercher dans la libéralisation économique et "*la fin du Beylik*"²³. De même là où El Kenz fait appel à cette notion dans un sens bien précis et à la limite de la métaphore, Martinez y voit l'expression d'une permanence historique, au même titre que la guerre et la violence comme ressources économiques et sociales privilégiées et contribuant même à la mise en œuvre de l'accord signé en 1994 avec le F.M.I., ce dernier fonctionnant d'ailleurs lui-même comme "*une nouvelle Sublime porte*".

On pourrait forcer encore la comparaison et considérer que là où El Kenz et d'autres percevaient en la violence quelques chose qui relève de "l'anomie" (au sens durkheimien) ou peut être une forme de manifestation du politique due à une rupture des rapports de force entre catégories constitutives, de la société (dans l'optique marxiste, par exemple), Martinez et les segmentaristes y verraient quelque chose qui relèverait de la perpétuation d'un "état de nature" (au sens défini par la philosophie politique classique, celui de Hobbes notamment), et de l'incapacité chronique des algériens à élaborer un contrat social qui permettrait l'émergence d'un Etat (qui ne soit pas une simple structure de type corporatiste ou mafieux).

Une crise de légitimité

Pourtant il n'est pas évident du tout que le beylik ottoman ait été un non Etat, ou tout au plus un Etat réduit à Alger et sa périphérie. Traitant des travaux historiographiques menés depuis quelques décennies, Jean-Claude Vatin pouvait

²⁰- Cf. de cet auteur.- La société Algérienne. Aujourd'hui. Esquisse d'une Phénoménologie de la Conscience nationale.- In Ali El-Kenz (sous la dir. de).- L'Algérie et la Modernité.- Dakar, Ed. du Codesria, 1989.

²¹- Ibid.

²²- Cf. à ce propos :

- VILLERS de, Gautier.- L'Etat démiurge. Le cas algérien.- Paris, l'Harmattan, 1987.

- CORTEN, André et TAHON, Marie-Blanche.- L'Etat nourricier, Prolétariat et Population, Mexique/Algérie.- Paris, l'Harmattan, 1988.

- ADDI, Lahouari.- L'impasse du populisme. L'Algérie : Collectivité politique et Etat en construction.- Alger, ENAL, 1990.

²³- EL-KENZ, Ali.- Op. cité.

ainsi noter : *“Le stade est passé des affirmations selon lesquelles le Beylik n’était qu’une cité-Etat qu’entourait un jardin d’agrément prolongé d’un terrain d’exercice pour les Janissaires et relié à quelques enclaves de même genre selon des liens plus ou moins lâche”*²⁴. De même, *“Les Barbaresques ne sont plus les pirates enturbannés de la vulgate européenne. Ils sont devenus une espèce en voie d’extinction, liée à la Guerre de course (pratiquée elle-même par les puissances européennes, Malte, le Royaume des deux Siciles, entre autres). Une industrie soudain devenue dérisoire au fur et à mesure que les riverains du Nord de la Méditerranée prenaient le contrôle des échanges...”*²⁵. Un Etat national a bien émergé à partir de 1962, suscitant l’intérêt des politiques et des spécialistes. Michael Hudson notait d’ailleurs à ce propos : *“Malgré les graves difficultés qu’elle a rencontrées, l’Algérie s’est affirmée comme l’une des républiques révolutionnaires arabes les plus stables et les plus accomplies”*²⁶. Il nuancait, il est vrai son jugement en faisant remarquer aussi que *“la légitimité politique en Algérie peut s’avérer plus fragile qu’elle ne le paraît”, et le cours des événements lui aurait en quelque sorte donné raison. L’affrontement entre “islamistes” d’un côté et “modernistes” et pouvoir séculier de l’autre peut donner à penser que la crise actuelle relèverait de la problématique de “l’Etat importé”*²⁷, c’est-à-dire d’une structure politique qui aurait du mal à imposer sa légitimité à une société demeurée réfractaire au processus d’acculturation commencé avec le choc colonial de 1830. Ce serait faire fi des capacités de résistance de l’Etat national en Algérie, qui comme le roseau de la fable semble plier sans rompre, et ce pas seulement par les grâces d’un soutien international (l’islamisme radical ayant lui-même longtemps tiré profit et de façon non négligeable, du contexte international). Par ailleurs cette question étant posée dans tout le “Dar el islam”, on ne comprendrait pas encore pourquoi son expression particulièrement violente concernerait certains territoires (l’Algérie en premier lieu) et pas d’autres. Rien n’indique à notre avis, bien au contraire, que l’Algérie serait plus segmentaire, plus patriarcale, ou plus beylicale que d’autres Etats arabes, africains et asiatiques. D’ailleurs, il resterait à expliquer pourquoi la crise algérienne actuelle est contemporaine d’une lame de fond marquée non seulement par l’émergence en force de l’islamisme politique, mais aussi par la déstabilisation de nombreux Etats du Tiers-monde (en Afrique notamment), et bien entendu l’effondrement du “camp” socialiste (en Europe). Ceci d’ailleurs au moment même où un processus de “globalisation” se déploie

²⁴ - VATIN, Jean-Claude.- L’Algérie politique. Histoire et société.- Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983.- voir p. 368.

²⁵ - Ibid.- p. 371.

²⁶ - Cité par W.B. QUANDT.- Op. cité.- voir p. 221.

²⁷ - Selon la problématique développée par Bertrand BADIE.- Cf. de cet auteur :

- L’Etat importé. L’Occidentalisation de l’ordre politique.- Paris, Ed. Fayard, 1992.

- Les Deux Etats. Pouvoirs et sociétés en Occident et en terre d’Islam.- Paris, Ed. Fayard, 1986 et 1997.

à partir de l'Amérique du nord et de l'Europe Occidentale²⁸.

Pour nous limiter à notre objet, l'Algérie, il y a bien entendu eu crise de légitimité du pouvoir politique tout au long des grèves des mouvements sociaux, troubles et émeutes qui au cours des années 1980 ont ébranlé les principales villes algériennes pour déboucher sur les Evénements d'Octobre 1988, et toute l'évolution socio-politique des années 1990. Cette crise a des causes multiples, maintenant suffisamment connues et qui finiront par rendre caduque " le pacte social " décrit par EL Kenz²⁹. Deux d'entre elles nous semble essentielles :

- Tout d'abord la récession économique liée aux contraintes imposées par le marché mondial des hydrocarbures et combinée à la pression démographique (le nombre de la population algérienne a triplé en une génération, soit un tiers de siècle).
- Ensuite et toujours en rapport avec ce dernier facteur, l'incapacité de la génération au pouvoir qui jusque là tirait sa légitimité idéologique de la fondation de l'Etat national pour le biais de la Guerre de libération, à imposer son hégémonie à des générations qui n'ont pas été marquées par la guerre et dont les perspectives sociales s'avéraient de plus, désormais bouchées.

La frustration et le processus de marginalisation de larges couches de la société allaient créer un terreau favorable au radicalisme et à la violence politique. L'idée demeurerait ancrée que le "pacte social" qui avait été rompu, ne l'a été qu'à cause de la gabegie, de la corruption et de l'incurie dans la gestion étatique, ce qui était en partie vrai, mais en partie seulement. Il apparaissait donc possible de le rétablir en changeant de pouvoir politique par tous les moyens, et l'absence de traditions démocratique ainsi que la faiblesse de ce qui pouvait faire fonction de société civile allaient naturellement pousser à puiser de nouvelles sources de légitimation du politique dans le vieux fonds communautaire et religieux, que les différentes équipes qui s'étaient succédées au pouvoir depuis 1962 avaient, d'ailleurs périodiquement tenté d'exploiter elles-mêmes en renfort de la référence à l'épopée de la Guerre de libération nationale.

Certes, on doit constater avec Mohammed Harbi, que *"l'expérience du nationalisme et celle du fondamentalisme islamique, ont mis en évidence deux vérités. La première, c'est qu'aucune société n'a avancé en faisant table rase de son passé. Le progrès s'accomplit en regardant en arrière et en avant. La seconde, c'est que les mythes sont mobilisateurs et croire qu'on peut les combattre avec les seuls arguments rationnels, c'est se placer sur le terrain des*

²⁸ - Rachid TLEMÇANI fera remarquer à ce propos : *"C'est au carrefour de causalités multiples que se tient réellement l'explication de l'émergence et du développement de la violence politique dans lesquels les facteurs exogènes (la dynamique des rapports de force internationaux), au risque de verser dans les absurdités de la thèse du complot, ont été plus déterminants que les facteurs endogènes (culture paysanne archaïque)"*.- Cf. " Islamisme/Occident : une approche stratégique de la violence " - in *Les Cahiers de l'Orient*, n° 36-37.- Paris, 4^{ème} trimestre 1994, 1^{er} trimestre 1995.

²⁹ - Voir Supra.

*mythes*³⁰. L'expérience démocratique qui semblait poindre à l'horizon de la constitution pluraliste de 1989 a commencé à dérapier notamment face à des mythes, endogènes à la société algérienne et liés à son histoire, mais auxquels l'Etat par son fonctionnement autoritaire et l'instrumentalisation institutionnelle (monolithisme du discours dominant, école, réseau de mosquées...) avait contribué à pourvoir d'un efficace tout particulier. La manière dont la discipline historique a été longtemps pratiquée et enseignée aux enfants est révélatrice à ce sujet.

A propos du second niveau : Violence, mémoire et pratique historiographique

Le problème pour nous ici n'est pas, et il serait insensé de le faire, de nier que l'histoire contemporaine de l'Algérie (depuis le heurt colonial) ait été particulièrement caractérisée par des phases de violence politique. Ce que nous contestons, c'est le fait d'expliquer la crise actuelle par une tendance atavique à la violence dont on irait chercher la trace en remontant le plus loin possible dans le passé. Après tout on pourrait en faire de même pour le monde entier, à commencer par l'Europe qui a été en ce vingtième siècle seulement à l'origine des deux guerres mondiales et d'une multitude de guerres liées à sa domination coloniale sur une bonne partie du monde. On pourrait ainsi remonter à travers les différentes phases de Révolutions et de guerres civiles, religieuses et autres qui ont vu l'émergence de l'Etat-nation, au Moyen-âge, à l'Antiquité et plus loin encore, pour postuler que ce continent comme les autres s'est forgé dans une violence dont les échos pourraient se retrouver jusqu'aux conflits de ces dernières années (Espagne, Irlande du Nord, Corse, Ex.Yougoslavie...). Ce serait bien simpliste et plutôt réducteur, car l'histoire de l'Europe n'a assurément pas été "accouchée" que par la violence. La société algérienne possède elle même son potentiel de violence qui comme c'est généralement le cas pour Tiers-monde (mais pour d'autres régions aussi) a eu particulièrement à se déployer au cours de ce siècle, contre l'étranger ou sous forme de conflit "interne".

La violence dans le Monde moderne notamment ne doit en aucune manière être expliquée par une prétendue "tradition de violence", même si le phénomène peut au point de vue du sens commun sembler répétitif. Aussi sophistiqué soit-elle, l'explication de type métaphysique (au sens d'Auguste Comte) et téléologique que recèle toujours ce type d'approche, n'est en fait jamais fécond pour avancer dans la connaissance. Un phénomène social doit d'abord être approché à partir de la conjoncture elle même sociale qui prévaut lors de son apparition, l'éclairage par "la longue durée" ne devant venir qu'en second lieu, et être dans tous les cas dûment motivé et rigoureusement explicité. Ces assertions relèvent bien entendu du B-A-BA méthodologique, et il aurait été indu

³⁰ - HARBI, Mohammed.- L'Algérie et son destin. Croyants ou citoyens.- Paris, Ed. Arcantère, 1992.- p. 26.

de les rappeler ici, si ce n'était les milliers de textes écrits ces dernières années à propos de l'Algérie, y compris à prétentions académiques et dont certains semblent à notre avis en avoir fait fi, même si leur lecture a pu être enrichissante par ailleurs. Si le passé proche ou lointain ne peut toujours expliquer directement la crise algérienne actuelle, il n'en existe cependant pas moins une mémoire de la violence, qui sacralisée et non démythifiée a pu être intégrée à travers le processus de socialisation au point de sembler constitutive de l'"habitus" des algériens. Le fait peut être encore plus frappant lorsque le pouvoir politique, pour des raisons de légitimation que nous avons déjà eu à présenter, met ses moyens institutionnels à la disposition de cette culture, en exagérant dans le discours politique dominant et à travers les masses-médias et l'école qu'il contrôle, le rôle de la violence dans la constitution de l'Algérie contemporaine, occultant ainsi des pans essentiels pour la compréhension du passé et du présent. La lecture par exemple des manuels officiels d'histoire encore en vigueur, à commencer par ceux de 5^{ème} et 6^{ème} année fondamentale, c'est à dire s'adressant à des enfants de dix et onze ans, est édifiante à ce sujet, à commencer par l'iconographie sélectionnée³¹. L'enseignement religieux coupé d'une pensée humaniste et critique, et plutôt axé sur une culture de l'intolérance avec un laxisme incroyable dans la diffusion d'ouvrages apologétiques et glorifiant le martyr et le Djihad (réduit à son sens guerrier) participent à la vulgarisation de cette "culture guerrière"³² (Stora). En effet, "*La valorisation outrancière du principe de la lutte armée –au détriment du facteur politique– a été fabriquée et transmise par une histoire officielle, épique, légendaire et... religieuse... Ce trop plein d'une mémoire falsifiée a généré des automatismes redoutables chez les jeunes générations*". L'intervention politique a de plus encouragé la confusion entre la mémoire qui par nature est "*sacralisatrice*", et l'histoire dont la fonction est d'abord "*critique*" et "*laïcisante*" (Pierre Nora/*Les lieux de mémoire*). La politique officielle "*d'écriture et Réécriture de l'histoire*", là où elle a pu être mise en œuvre a par exemple eu des effets combien révélateurs à ce sujet, en tendant à mettre l'essentiel des efforts consentis au service du processus de légitimation par la violence³³.

Sans généraliser pour autant et en notant des efforts maintenus ou engagés ici et là on pourra noter avec Harbi que : "*tout se passe comme si l'anathème et la stigmatisation de l'autre étaient les seuls ressorts de l'histoire. Rompre sans biaiser avec cette tradition, réexaminer les sujets traités par la littérature hagiographique sur le mode de la polémique guerrière, remettre en cause les*

³¹ - Nous avons eu l'occasion de présenter le contenu de tous les manuels d'histoire utilisés dans l'école algérienne. Pour une vue d'ensemble, cf. notre contribution publiée sous le titre : " Histoire nationale et pratiques politico-identitaires : Une lecture des manuels officiels en usage dans l'école algérienne ".- In Nadir MAROUF et Claude CARPENTIER (sous la dir. de) : *Langue, Ecole, identité*.- L'Harmattan, Paris, 1997. Version en langue arabe, in *Insaniyat* n°3, CRASC, Oran, 1997.

³² - STORA, Benjamin.- Art. cité.

³³ - Nous menons en ce moment un travail de recherche autour de cette question, et dans le cadre du Laboratoire de socio-anthropologie de l'histoire et de la mémoire (CRASC), dont les préoccupations sont centrées sur la problématique "Savoirs, mémoires, pouvoirs. Maghreb, Algérie".

*mythes en assortissant ce travail d'une réflexion sur l'histoire sont une entreprise de salubrité intellectuelle*³⁴. L'historiographie pourra à ce prix gagner son statut de productrice de connaissance et contribuer à forger le civisme en relativisant et dédramatisant, ce qui dans notre mémoire peut renvoyer à la violence. Elle aidera les Algériens à réconcilier dans leur culture les catégories d'identité et de modernité, de nationalité et de citoyenneté.

La cas algérien, y compris dans ce qui a rapport au “ trop plein ” de mémoire, doit cependant encore une fois, être restitué dans le contexte global qui est celui de notre époque. La Guerre de libération nationale a certes fonctionné comme Evénement fondateur de l'Etat-nation en Algérie un peu comme ce fut le cas pour la Révolution de 1789 avec son lot de terreur en France (suivi des guerres napoléoniennes). Cependant la conception de l'histoire qu'on avait aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, a fait que l'historiographie de la Révolution et son insertion dans les programmes d'enseignement n'ont eu lieu que longtemps après, lorsque l'événement avait “ refroidi ”. Ce n'est pas le cas pour la Révolution algérienne, parce qu'au XX^{ème} siècle la conception qu'on a de la pratique historiographique et de la fonction de l'école a radicalement changé. Les rapports que les sociétés contemporaines ont au politique et le poids des moyens de communication de masse ont de même contribué à bouleverser les modalités de gestion de la mémoire. Si les Révolutions française (ou américaine) et algérienne peuvent avoir des impacts similaires, il est donc à supposer qu'ils se réalisent dans des modalités différentes, au moins sur la courte et moyenne durée. Ce n'est par parce que le poids de la Guerre de libération, encore récente, pèse lourdement sur la mémoire des vivants, que les Algériens seraient “ par nature”, plus violents que d'autres.

³⁴ - HARBI, M..- Op. cité.